



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne
au Burkina Faso, juillet 2017

Sommaire

Editorial.....	1
Cérémonie de lancement des travaux de construction du pont du Mouhoun et sur la RN4.....	2
Appui de l'UE au FESPACO et visite de M. Manservisi au Burkina Faso.....	2
Inauguration de 7 centrales solaires photovoltaïques dans le Zoudweogo.....	3
Projet PARSIB : « La sécurité pour le développement du Burkina Faso ».....	4
Appui au secteur privé : Visite des équipements fournis au laboratoire de Département de Technologie Alimentaire (DTA/IRSAT).....	4
Mai et juin 2017, les mois de l'Europe.....	5
Lancement du projet d'enregistrement des naissances au Sahel le 26 mai.....	6
Réunion de dialogue politique UE-Burkina Faso.....	6
Lancement du projet sur les droits humains sur les sites d'orpaillage au Burkina Faso.....	7
Toute la jurisprudence du pays sur le portail LEXPRAFASO, grâce à l'UE.....	7
Lancement de deux programmes sur la gouvernance et la résilience dans le Nord (FFU).....	7
Le Représentant de l'UE pour les Droits de l'Homme en visite au Burkina Faso.....	8

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,



Inauguration le 21 juin 2017, de l'extension de la Délégation de
l'UE au Burkina Faso, un symbole du renforcement du
partenariat UE-Burkina faso

Ce premier semestre démontre une fois de plus l'engagement constant de l'Union européenne (UE) auprès du Burkina Faso. Cet engagement, qui se poursuit depuis 1959, a été réaffirmé à Ouagadougou en février 2017 par M. Stefano Manservisi, Directeur Général pour la Coopération Internationale et le Développement de la Commission européenne, à l'occasion de sa visite officielle dans le pays, pendant le FESPACO, auquel il a par ailleurs participé activement, et avec la signature d'un important programme d'appui budgétaire de 117 millions EUR

dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable.

Cet engagement s'est confirmé une nouvelle fois par l'inauguration le 21 juin, de l'extension du bâtiment de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso par Mme Birgitte Markussen, Directrice générale Adjointe pour l'Afrique du Service européen d'Action extérieure (SEAE) et S.E.M. Alpha Barry, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur, qui nous a fait l'honneur de sa présence à cette occasion dans nos murs. Cette inauguration a coïncidé avec le 60^e anniversaire du Traité de Rome, qui a créé ce qui est aujourd'hui l'Union européenne, cet acteur global aux valeurs communes, qui compte de plus en plus sur la scène internationale.

Le premier semestre 2017 s'achève également, de manière significative, par la double signature, en plus de l'aide programmée, de deux programmes ambitieux sur le Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique, de 30 millions EUR chacun (20 milliards FCFA), concernant, d'une part, un appui à la gestion intégrée des espaces frontaliers, PROGEF (avec la coopération allemande), d'autre part un appui à la résilience de communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire dans une quarantaine de communes septentrionales du Burkina Faso, mené par cinq consortia d'ONG nationales et internationales.

La société civile, comme partenaire-tiers et partenaire-clé du développement, a été aussi au centre de la visite qu'a effectué à Ouagadougou début juillet, le Représentant spécial de l'UE pour les Droits de l'Homme, M. Stavros Lambrinidis, pour qui le « Burkina Faso est un exemple de dialogue démocratique qui devrait inspirer ». A suivre donc !

Bonne lecture !

Jean LAMY,
Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne auprès du Burkina Faso

[Retrouvez nos actions sur le site web de la Délégation de l'UE au Burkina Faso](#)



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne
au Burkina Faso, juillet 2017

Cérémonie de lancement des travaux de construction du pont du Mouhoun et sur la RN4

L'Ambassadeur Lamy, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso, a participé à Boromo le 19 Janvier 2017 à la cérémonie de lancement des travaux de reconstruction du pont sur le Mouhoun (route nationale N°1). La cérémonie était placée sous le haut patronage de S.E.M. Paul Kaba Thiéba, Premier Ministre, Chef du gouvernement Burkinabé.



Le pont du Mouhoun

La construction du pont du Mouhoun, d'une longueur de 106.20 mètres et d'une largeur d'environ 12 mètres, devra permettre de contribuer à l'amélioration du niveau de service et de la sécurité routière sur la route nationale N°1. Le pont permettra la facilitation des échanges régionaux. Les travaux, d'un coût d'environ 10 millions EUR, sont financés par l'UE pour un montant de 87 millions EUR et sont exécutés par l'entreprise SOGEA SATOM, sous le contrôle du groupement de bureaux d'études TR-ENGINEERING S.A/CINTECH Ingénieurs Conseils.

La construction de ce pont fait partie de sept ouvrages d'art à reconstruire ou à consolider sur la route nationale N°1, axe stratégique. A cette occasion, l'importance de respecter la charge à l'essieu sur les routes communautaires a été rappelée.

En savoir plus

[Cérémonie de lancement des travaux de construction du pont du Mouhoun](#)

Appui de l'UE au FESPACO et visite officielle de M. Manservisi au Burkina Faso

L'Union européenne soutient l'agriculture durable et la sécurité alimentaire

A l'occasion de sa visite officielle au Burkina Faso ce mois de février 2017, M. Stefano Manservisi, Directeur Général pour la Coopération Internationale et le Développement de la Commission européenne (DG DEVCO), a été reçu en audience par le Président du Faso, S. E. M. Roch Marc Christian Kaboré.

Il a également participé à une table ronde avec le Premier Ministre, M. Paul Kaba Thiéba.

Lors de ces rencontres, ont été évoquées les questions de partenariat entre l'UE et le Burkina Faso. Comme annoncé lors de la conférence internationale des partenaires du Burkina Faso à Paris en décembre dernier, le soutien de l'UE à la consolidation de l'Etat de droit et à la relance du développement du pays a été rappelé, avec une contribution globale de **800 millions EUR (524 milliards FCFA)** jusqu'en 2020 pour aider à la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

A l'occasion de sa visite, M. Stefano Manservisi a signé le 27 février avec Mme Rosine Coulibaly, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, une convention de financement d'un montant de **117 millions EUR (78 milliards FCFA)** en faveur du « Programme d'appui à la sécurité



M. Manservisi signant la convention du PASANAD

alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience au Burkina Faso », programme d'aide budgétaire sectorielle qui s'étendra de 2017 à 2021. (PASANAD).

En savoir plus

[L'Union européenne soutient l'agriculture durable et la sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne
au Burkina Faso, juillet 2017

L'UE soutient le FESPACO et la culture



M. Manservigi (à gauche) remet les prix "Union européenne-ACP"

Lors de sa visite officielle en février dernier, M. Manservigi, Directeur général du Développement et de la Coopération internationale de la Commission européenne, a, outre ses rencontres de travail avec le Gouvernement Burkinabé, participé aux temps forts du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). Le FESPACO a été soutenu par l'UE cette année à hauteur de 390 000 EUR (256 millions FCFA), avec un appui à l'organisation aux activités du festival et un prix spécial UE-ACP. Ainsi, M. Manservigi a inauguré et animé la Conférence du Marché professionnel du FESPACO (MICA) intitulée « Audiovisuel et innovation : entrepreneuriat, financement et interactivités, les clés de l'accès au marché », avec M. Tahirou Barry, Ministre de la Culture du Burkina Faso. Le soutien de l'UE au FESPACO s'inscrit dans le cadre d'un soutien plus général de l'Europe au Burkina Faso dans le domaine de la culture, que la visite de M. Manservigi à Ouagadougou devrait permettre d'accompagner davantage encore dans le futur. Pour mieux s'imprégner des besoins du monde culturel burkinabé, M. Manservigi a également rencontré des acteurs de la culture et des arts de diverses disciplines : la musique, les arts cinématographiques, les arts plastiques et la mode.

Visite des ateliers de tissage à Possomtenga et Ouagadougou

M. Manservigi a visité lors de sa venue les centres de tissage soutenus par le projet « Mode éthique » - [Ethical Fashion Initiative](#) mis en place avec le Centre du Commerce International pour le développement de chaînes de valeur, sur le thème de la mode et de l'aménagement intérieur au Burkina Faso et au Mali. Ce projet, soutenu par l'UE à travers le [Trust Fund](#),



M. Manservigi lors de sa visite dans le foyer coranique, un projet soutenu par l'UE et géré par Terre des Hommes Lausanne

pour un montant de 10 millions EUR, a pour but de réduire la pauvreté en connectant des communautés d'artisans défavorisés de pays en développement avec les grands acteurs de la mode internationale haut de gamme. M. Manservigi a en outre rencontré les organisations de la société civile burkinabé et internationale lors d'une rencontre d'échanges. Il a enfin visité un projet d'insertion citoyenne d'enfants dans une école coranique.

En savoir plus

[L'Union européenne soutient le FESPACO et le secteur de la culture au Burkina Faso](#)

Inauguration de sept centrales solaires photovoltaïques dans le Zoundweogo



Une des mini-centrales solaires inaugurées

Le 31 mars 2017, sous le parrainage de M. Oumar Dissa, Ministre de l'Energie, l'Ambassadeur Lamy, Chef de Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, a participé à Kaibo nord V2 et Guiba dans le Zoundwéogo (région du Centre sud, localités situées à 28 km environ de Manga) à la cérémonie d'inauguration de sept mini-centrales solaires photovoltaïques hors réseau. Au total, 20 000 personnes bénéficient de ce programme, qui améliorera aussi les conditions de vie et de travail des personnes vivant dans ces localités, et favorisera la réussite scolaire des enfants. La puissance globale installée est estimée à 51,8 kWc.



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne
au Burkina Faso, juillet 2017

Pour chacun des villages, il est prévu la construction d'une centrale dite « *unité locale de production d'électricité solaire (ULPE's)* » d'une puissance moyenne de 7 kWc, la réalisation d'un mini réseau et la distribution de kits solaires. Ce projet, qui permet l'accès à l'électricité des communautés non reliées au réseau, est financé par l'UE dans le cadre du programme « *Facilité Energie ACP-UE* », à hauteur de 555 824 EUR, soit 72% de l'enveloppe globale, et

réalisé par le Service International d'appui au Développement (SIAD) et ses partenaires : 2iE et Coopérative financière COFIDES Nord-Sud.

En savoir plus

[Cérémonie d'inauguration de sept centrales solaires photovoltaïques dans le Zoundweogo \(région Centre-sud\)](#)

Projet PARSIB : « La sécurité pour le développement du Burkina Faso »

Au lendemain des attentats de Ouagadougou en janvier 2016, le gouvernement sollicitait un appui en



L'équipe du PARSIB avec des membres de la Coopération belge et des collègues de la Délégation de l'UE au Burkina Faso

urgence de la part de l'UE pour faire face aux menaces et appuyer les autorités dans leur processus de Réforme du Secteur de la Sécurité. Quelques mois plus tard, en septembre 2016, naissait le Projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité Intérieure au Burkina Faso (PARSIB), financé par l'UE et mis en œuvre par la CTB, Agence Belge de Développement, en collaboration avec la Police Fédérale Belge. Après plusieurs ateliers de travail avec les Forces de Sécurité Intérieure (Police Nationale, Gendarmerie

Nationale, Police Municipale, Agence Nationale de Renseignement, Protection Civile....) et sous le leadership du Ministère de la Sécurité, une série d'actions a été planifiée pour répondre aux besoins urgents, notamment en vue d'améliorer la gestion du renseignement, la gestion de crise, les capacités d'intervention et la communication.

Ces premiers mois d'exécution auront connu plusieurs actions de formations et de renforcement des capacités, avec notamment la formation et le déploiement de brigades Anti-Banditisme spécialisées. L'objectif est de permettre une intervention dans les 10 minutes après une alerte pour prendre les premières mesures d'urgence.

Des équipes mixtes, composées d'éléments de la Police Nationale et de la Gendarmerie, travailleront sous le commandement direct du "nouveau Centre Unifié de Gestion de Crise" (appuyé par le projet). D'autres mesures concrètes de renforcement de la sécurité et de préparation de la réforme du secteur à plus long terme, suivront dans les prochaines semaines. Restez à l'écoute....

En savoir plus

[Clôture de l'atelier de formation des formateurs en gestion de crise, le 14 février 2017](#)



Le Programme d'Appui au Développement du Secteur Privé (PADSP) de l'UE (8,5 millions EUR, 2013-2017), a tenu le 27 avril 2017 son séminaire de clôture en présence de l'Ambassadeur Lamy et de ses collaborateurs. Le PADSP a permis des formations du personnel de neuf organisations et associations du secteur privé, ainsi que de la chambre de commerce. Il a soutenu des études et d'autres activités pour rendre le secteur privé burkinabé plus performant,

Programme d'appui au secteur privé : visite des équipements fournis au laboratoire de Département de Technologie Alimentaire

notamment en termes de qualité de l'offre au public. Ainsi, la réunion a été précédée d'une visite des équipements fournis au laboratoire de Département de Technologie Alimentaire (DTA/IRSAT). Ce matériel d'expertise en analyse microbiologique et physico-chimique permet la valorisation des produits burkinabé et la certification des produits de consommation locale ou destinés à l'exportation. Pour prendre le relais du PADSP, l'UE prépare un autre programme d'appui à la compétitivité dans un contexte régional.

En savoir plus

[Visite les équipements fournis au laboratoire de Département de Technologie Alimentaire \(DTA/IRSAT\) dans le cadre du PADSP](#)



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne
au Burkina Faso, juillet 2017

Mai et Juin 2017 les mois de l'Europe

L'UE a célébré à Ouagadougou, le 9 mai 2017, la Fête de l'Europe comme chaque 9 mai, depuis quelques cinquante ans. Cette célébration, en souvenir du discours visionnaire du « père de l'Europe » Robert Schuman le 9 mai 1950, représente l'acte symbolique de naissance de l'UE. Cette vision d'une Europe basée d'abord sur des « solidarités concrètes » a jeté les bases de la création, en mars 1957, par six premiers Etats, d'une « Communauté européenne », ancêtre de l'UE aujourd'hui, un acteur global qui compte sur la scène internationale.

Plusieurs activités ont accompagné la Fête de l'Europe cette année : la semaine européenne du cinéma et la tenue de deux conférences à l'ENAM (Ecole nationale d'Administration et de Magistrature), sur l'action de l'UE dans le monde et au Burkina Faso et sur le programme européen ERASMUS+, lors des Journées des filières le 23 mai.

Un match de football entre la presse et les collègues de la Délégation a également été joyeusement organisé le 13 mai ; c'est l'équipe de Radio Omega qui a remporté ce match aussi gai que mémorable.

Dans la prolongation des festivités du 9 mai, et dans le cadre de la Commémoration du 60^e anniversaire du Traité de Rome (1957-2017), la Délégation de l'Union Européenne a inauguré le 21 juin 2017 la nouvelle aile de son bâtiment, en présence de Son Excellence le Ministre des Affaires Étrangères, M. Alpha Barry, et de Mme Birgitte Markussen, Directrice générale adjointe pour l'Afrique au Service européen d'Action extérieure (SEAE).



Coupe du ruban par M. Alpha Barry, Ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Mme Birgitte Markussen, Directrice Générale Adjointe pour l'Afrique au SEAE et l'Ambassadeur Lamy



A gauche l'équipe de Radio Omega, vainqueur du match, à droite, Guido Carrara, Conseiller politique, organisateur du match

Cette cérémonie d'inauguration a été complétée par le vernissage d'une double exposition de photographies intitulée « Regards croisés sur l'Europe et le Burkina Faso ».



L'exposition de photographies de Jean Marc Caracci

En savoir plus

[Célébration de la Fête de l'Europe le 9 mai 2017 à Ouagadougou](#)

[La Délégation de l'Union européenne s'agrandit et présente une double exposition « Regards croisés sur l'Europe et le Burkina Faso »](#)



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, juillet 2017

Lancement du projet d'enregistrement des naissances au Sahel le 26 mai

L'UE, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a accordé une subvention de 1,2 millions EUR (787 millions francs CFA), pour soutenir l'enregistrement des naissances au Burkina Faso pendant trois ans.

Ce projet, lancé le 26 mai 2017, a pour but de contribuer à l'augmentation de 20% du taux actuel d'enregistrement des naissances des enfants de 0 à 5 ans au Sahel, d'ici 2019.

Le Burkina Faso a réalisé d'importants progrès en termes de recensement et d'identification ces dernières années. L'enregistrement des naissances est ainsi désormais estimé à 77% en 2016, bien au-dessus des 41% de la région subsaharienne.

Ainsi, dans le Sahel, plus de cinq millions d'enfants ne sont pas enregistrés à l'état civil. Ils ne possèdent

donc pas d'acte de naissance, ce qui les rend juridiquement invisibles. Ces enfants sont exclus, ils ne peuvent pas se présenter aux examens scolaires, ils ne peuvent bénéficier des services sociaux de base. Le projet répond à ce besoin.

En savoir plus

[Lancement Officiel du projet d'appui à l'enregistrement des naissances dans la région du Sahel](#)



Réunion de dialogue politique Union européenne - Burkina Faso

L'UE était au Ministère des Affaires étrangères du Burkina Faso avec les représentants des Etats membres le 2 mai 2017, pour la 11^e session de dialogue politique UE-Burkina Faso, conformément à l'Accord de partenariat entre les pays d'Afriques, des Caraïbes, du Pacifique et l'Union européenne (ACP-UE).



Photo de famille au Ministère des Affaires étrangères

La rencontre a permis de faire le point sur l'état de la coopération et l'évolution sociopolitique et économique du pays, ainsi que celle de l'espace européen, avec comme principaux sujets la sécurité, la gouvernance, la justice, etc.

A l'ouverture des échanges, l'Ambassadeur Lamy, Chef de Délégation, a rappelé que cet exercice n'était pas un dialogue sur la coordination de l'aide,

mais un cadre d'échanges sur la démocratie, les droits humains, l'action extérieure de l'UE, sa stratégie de coopération. Pour l'Ambassadeur Lamy, en dépit du prochain retrait du Royaume-Uni de l'Union, il n'y a pas lieu de s'inquiéter concernant les engagements politiques et financiers déjà pris avec le Burkina Faso.

Dans la même dynamique, l'UE a rencontré les organisations de la société civile le 10 mai à la Délégation de l'UE. La rencontre avec la société civile a permis de faire connaître la Feuille de route de l'engagement stratégique de l'UE envers la société civile, d'initier un dialogue régulier entre l'UE et la société civile burkinabé sur des sujets de développement socio-économique, sur les politiques publiques et de coopération.

A cette occasion, l'Ambassadeur Lamy a souligné le dynamisme de la société civile burkinabé, un atout pour le pays. L'UE soutient activement la société civile dans le cadre du renforcement de ses capacités en tant qu'acteur indépendant du développement et de veille de l'action gouvernementale.

L'UE mène un dialogue politique constant, tant avec le gouvernement qu'avec les divers acteurs de la vie politique et sociale : les partis politiques, de quelque tendance qu'ils soient, les acteurs de la société civile, le secteur privé...

En savoir plus

[Réunion de dialogue politique Union européenne - Burkina Faso](#)



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, juillet 2017

Lancement du projet sur les droits humains sur les sites d'orpaillage au Burkina Faso

Le 11 avril 2017, la Délégation de l'UE a pris part à la cérémonie officielle de lancement du projet « Diagnostic et mécanisme inclusif du suivi des droits humains sur les sites d'orpaillage au Burkina Faso », qui s'est déroulée à Ziniaré en présence de divers acteurs de la société civile, de l'Etat, des services décentralisés et de plusieurs représentants d'ONGs. Le projet, mis en œuvre par l'ONG Eau Vive et financé par l'UE pour un montant de 200 000 EUR (130 millions FCFA) sur une durée de deux ans, à travers l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH), a pour objectif de promouvoir et de protéger les droits humains des populations, en particulier les enfants, vivant, travaillant sur les sites d'orpaillage traditionnels, en renforçant leur accès aux droits humains, sociaux et économiques.



En savoir plus

[Lancement du projet sur les droits humains sur les sites d'orpaillage au Burkina Faso](#)

Toute la jurisprudence du pays sur le portail LEXPRAFASO, grâce à l'Union européenne

LEXPRAFASO (<http://lexprafaso.justice.gov.bf>), c'est le nouveau portail du Ministère de la justice qui met en ligne la Législation et la Jurisprudence du Burkina Faso, lancé officiellement le jeudi 8 juin. Il est accessible à tous les praticiens du droit et au grand public de manière gratuite. Il a été entièrement développé par une équipe d'ingénieurs nationale appuyée par le Programme d'appui à la Politique Nationale de la Justice (PA-PNJ) de l'UE, qui en a financé l'équipement, ainsi que la formation des magistrats et des informaticiens du ministère. Un formidable outil pour rendre la justice plus accessible aux citoyens.



Lancement de deux programmes sur la gouvernance et la résilience dans le Nord (FFU)

Le 29 juin, au Ministère des Affaires étrangères a été signé un Accord pour la mise en œuvre du **Programme d'appui à la gestion intégrée des frontières (PROGEF)**.

Ce [programme](#) vise au renforcement de la présence de l'Etat Burkinabé et des services sociaux de base dans les espaces frontaliers du Burkina Faso avec le Mali et le Niger. La collaboration transfrontalière avec ces deux pays, tout en mettant la protection des droits humains et des standards démocratique au premier plan, fait partie des objectifs majeurs de ce programme mis en œuvre par la GIZ (coopération allemande). Le programme est financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFU ou "Trust Fund") pour un montant de 25 millions EUR (environ 16,4 milliards FCFA), avec un appui

spécifique de l'Allemagne de 5 millions EUR (3,2 milliards FCFA).



Don de véhicules dans le cadre du PROGEF



LA LETTRE DE L'UE A OUAGA

Newsletter de la Délégation de l'Union européenne
au Burkina Faso, juillet 2017

L'UE a également participé le 11 juillet, à Ouagadougou, au lancement officiel du [Programme de Renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones septentrionales au Burkina Faso](#), programme qu'elle finance à hauteur de 30 millions EUR (19,680 milliards FCFA) au titre du Trust Fund, qui va permettre un appui via cinq consortia d'ONG, à une quarantaine de communes dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun.



Photo de famille du Programme Résilience

ONGs partenaires



Le Représentant Spécial de l'Union européenne pour les Droits de l'Homme en visite au Burkina Faso

M. Stavros Lambrinidis, Représentant Spécial de l'Union européenne pour les Droits de l'Homme, a visité le Burkina le 3 et 4 juillet 2017 pour discuter de l'expérience de dialogue entre la société civile et le gouvernement burkinabé.

Avec le Gouvernement burkinabé et la société civile, M. Lambrinidis a examiné les expériences, les bonnes pratiques et les défis du dialogue avec la société civile en matière de défense des droits humains et de consolidation de la démocratie, de la Transition (2014-2015) jusqu'à aujourd'hui.

M. Lambrinidis a rencontré le Président de l'Assemblée Nationale, le Président de la Commission Constitutionnelle, le Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, et le Ministre de la Communication, des représentants des ministères des Affaires Etrangères et de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, ainsi que de nombreux acteurs de la société civile et des médias.

Il a émis le souhait que le Burkina Faso partage son expérience récente dans le cadre d'une initiative internationale pour une approche inclusive et participative de la société civile. Lors de sa visite, ce 4 juillet, il a assisté à la signature d'un [programme de veille citoyenne](#), le "[Présimètre](#)", soutenu par l'UE pour un montant de **1,9 millions EUR (1,2 milliards FCFA)**.

En savoir plus

[M. Stavros Lambrinidis, Représentant Spécial de l'Union européenne pour les Droits de l'Homme en visite officielle au Burkina Faso](#)



M. Stavros Lambrinidis (au centre du presidium) lors de la conférence avec la société civile



M. Stavros Lambrinidis (à gauche) lors de la conférence avec la société civile



01 B.P. 352 Ouagadougou 01 BURKINA FASO

Téléphone : (226)25.49.29.00 Fax : (226)25.49.29.99.

Site web : http://eeas.europa.eu/delegations/burkina_faso/index_fr.htm

Si vous souhaitez commenter cette newsletter, écrivez-nous